



Monsieur le Président,

Nous, parents d'élèves scolarisés du primaire au lycée, avons sollicité le gouvernement à trois reprises en nous adressant à Monsieur le Premier Ministre, Jean Castex, Monsieur le Ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Véran et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Jean-Michel Blanquer. Nous leur avons fait part de notre extrême inquiétude concernant le protocole sanitaire adopté pour l'École. Cette inquiétude s'est confirmée et accrue encore suite à la sortie de la version du protocole pour novembre 2020.

Nous avons dénoncé des mesures insuffisantes à protéger nos enfants ainsi que leurs familles. Notamment la **distanciation physique non-obligatoire**, le **protocole d'aération et la limitation du brassage sont très insuffisants** et non conformes aux recommandations internationales, dont celles de l'OMS. Il en va de même pour la stratégie limitée d'**identification de cas suspect, cas à risque** et le **non-dépistage des enfants cas à risque** de moins de 11 ans.

Par ailleurs, des activités considérées comme à haut risque et non compatibles avec le port du masque, telles que l'éducation physique en intérieur et la natation, sont encore autorisées. Les repas dans les cantines représentent toujours un point excessivement problématique et aucune information n'est disponible à ce jour sur d'éventuelles solutions pour assurer la sécurité des enfants et adolescents lors de ces moments très favorables à la contagion.

Ce protocole est inadéquat par rapport à la gravité de la situation et incohérent avec les mesures prises pour freiner l'épidémie, dont le "confinement aménagé".

Les mesures du protocole ne sont pas actualisées sur la base des plus récentes connaissances scientifiques et ne sont pas non plus conformes aux recommandations du Conseil Scientifique. Ce dernier, dans sa note du 26 octobre, souligne que les connaissances ont évolué et que la situation a radicalement changé ces derniers mois et au point qu'elle "doit nous conduire à reconsidérer l'ouverture des établissements scolaires".

Reconnaissant toutefois que la décision est d'ordre politique, le Conseil Scientifique appelle à « s'assurer que les établissements scolaires et universitaires ne deviennent pas un haut lieu de circulation du virus dans un contexte de suppression généralisée » par une série de mesures, dont :

- La **distanciation physique obligatoire**, avec effectifs diminués et recours à l'enseignement à distance le cas échéant
- L'**aération** des locaux inspiré par le protocole allemand (régulière et par purificateurs)
- Le **port du masque dès l'âge de 6 ans**
- La **vérification de la température à l'entrée** à l'école
- L'**organisation d'une surveillance reposant sur les tests d'infection active** (RT-PCR ou tests antigéniques) ou **les tests sérologiques** (personnels enseignants et élèves).

Hormis le port du masque dès 6 ans, mesure nécessaire mais insuffisante si prise seule, aucune de ces mesures n'a été adoptée, dans le protocole en vigueur.

La **distanciation** n'est pas appliquée, du primaire aux lycées. La situation dans les lycées a récemment été très médiatisée et semble évoluer vers la mise en place de demi-groupes, **mais celle des collèges et des écoles n'en demeure pas moins dangereuse et aucun changement n'a été communiqué.**

Concernant l'**assainissement de l'air**, Monsieur le Ministre Jean Michel Blanquer est allé jusqu'à affirmer lors d'une interview radiophonique (France Inter) disposer d'études scientifiques montrant que ces purificateurs sont inutiles, voire contre-productifs. Nous sommes très étonnés et désireux de mieux comprendre les bases scientifiques de cette affirmation, à l'heure où l'Allemagne investit massivement dans cette solution, sur la base d'une étude publiée¹. L'Espagne les préconise² également, un rapport français de l'ANSES³ a prouvé l'efficacité et la non-nocivité des purificateurs avec filtre HEPA en 2017 sur les aérosols et les études⁴ récentes le confirment pour le Sars-Cov2.

La **stratégie d'identification de cas à risque et de dépistage** de ces cas reste inchangée. Cette stratégie se base toujours sur l'**avis du Haut Conseil de la Santé Publique du 17/09**, sans tenir compte de l'**aggravation de l'épidémie entre les mois de septembre et novembre**, avec une augmentation extraordinaire du taux d'incidence dans la population, ni de la littérature scientifique publiée dans ce laps de temps sur la contagiosité des enfants. Par ailleurs, le Conseil Scientifique admet que « **des cas de transmission intra-familiale secondaire ont été décrits** » pour toutes les tranches d'âge. En dépit de toutes ces considérations, **pour que les élèves soient considérés cas à risque, il faut encore qu'il y ait trois cas avérés au sein d'une classe. Même dans cette circonstance, les élèves du primaire ne sont pas testés, alors qu'il faudrait, au contraire, tester systématiquement toute la classe pour briser les nouvelles chaînes de contamination.**

A l'heure où il est admis que près de 70% des enfants contaminés sont asymptomatiques et que « une transmission silencieuse du virus entre enfants a été décrite » (note du Conseil Scientifique), **une stratégie visant à ne pas fermer les classes par la non-identification de la contamination en milieu scolaire nous inquiète et nous alerte quant à la menace qui pèse sur santé de nos enfants ainsi que sur la nôtre. De plus, ce protocole scolaire trop léger nous fait douter de la réussite du confinement.**

Ainsi, ce confinement, en laissant les établissements scolaires ouverts et en permettant la mobilité liée au travail, a toutes les chances d'avoir « un impact moindre sur la circulation virale et l'obtention d'un effet équivalent à un confinement classique sera plus long ». La possibilité ainsi donnée à la circulation du virus entre les enfants puis des enfants aux foyers, sans l'identifier, nous conduit à **redouter que le confinement soit compromis et tous les efforts demandés à nos familles soient rendus vains. Cette stratégie est par ailleurs non conforme à la politique « Protéger, Tester, Isoler », qui s'applique au reste de la Société, où chaque cas à risque est testé.**

Monsieur le Ministre Jean Michel Blanquer a déclaré que **les contaminations** en milieu scolaire sont inférieures au reste de la population et sont "**maîtrisées**", en faisant références au nombre d'élèves et enseignants dont la contamination a été recensée dans les quatre jours suivant la rentrée des vacances de la Toussaint. Ces chiffres du Ministère de l'Education Nationale, ne reflètent pas les contaminations de cette première semaine de reprise, compte tenu des délais de contamination (trois à cinq jours en moyenne), des délais de dépistage et des annonces de difficultés identifiées dans la remontée des résultats de tests vers Santé Publique France. Au contraire, **ces chiffres témoignent de l'effet de la fermeture pendant les vacances et prouvent bien que la contamination a lieu en milieu scolaire** : une augmentation de 56% du nombre d'élèves contaminés avait été enregistrée la semaine

¹ <https://medicalxpress.com/news/2020-10-infection-air-purifiers-aerosols-school.html>

² <https://csic.es/en/node/1259002>

³ <https://www.anses.fr/fr/system/files/AIR2012SA0236Ra.pdf>

⁴ <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7424318/>

précédant les vacances, alors qu'une diminution de 43% est notable à la réouverture des établissements, la même tendance est visible aussi chez le personnel, -57% à la rentrée comparé à +61% le 16 Octobre par rapport au 9 Octobre. Ainsi, les contaminations de cette population se sont bien réduites durant les quinze jours de fermeture des établissements.

La contamination des élèves et des personnels a bien lieu en milieu scolaire et l'actuel cadre sanitaire de l'École n'est pas suffisamment sécurisant.

Cela contraint par ailleurs nombre de familles à renoncer aux prérogatives de l'École pour leurs enfants (instruction, éducation, liens sociaux...) afin de pouvoir les protéger ainsi que se protéger elles-mêmes de l'épidémie. **Les familles vivent le choix entre la Santé et l'École comme un réel déchirement. Pourtant, elles se décident de plus en plus à déscolariser leurs enfants.** La croissance inédite du nombre des enfants en instruction en famille en témoigne : celle-ci a déjà augmenté de près 40% par rapport à l'année 2019-2020. Ce nombre semble destiné à croître davantage si l'on se fie aux demandes de renseignements et aux témoignages poignants des inégalités créées par cette situation que nous recevons via les réseaux sociaux. Des familles se voient contraintes à choisir l'**instruction à domicile** alors qu'elles ne le souhaitent pas, redoutent de ne pas en avoir les moyens, aussi organisationnels comme financiers, mais en toute conscience ne peuvent pas se résoudre à envoyer leurs enfants à l'École, étant donné que leur sécurité sanitaire n'est pas garantie.

Nous croyons dans le rôle fondamental de l'École pour nos enfants et nous avons déjà interpellé le gouvernement pour un renforcement des mesures afin de garder les établissements ouverts.

La situation actuelle nous porte malheureusement à reconsidérer notre position : **nous pensons que la fermeture de l'École, à tous les niveaux d'enseignement, est la seule option possible en l'état actuel. Cependant, nous souhaitons que cette fermeture soit la plus brève possible et qu'un véritable protocole soit adopté et mis en œuvre pour la réouverture.** L'OMS a certes répété l'importance de l'École et recommandé de ne fermer les établissements qu'en dernier recours, mais elle a également indiqué de manière très claire les "pierres miliaries" de l'ouverture des écoles en sécurité, distanciation et tests en première place. Ces conditions ne sont pas remplies aujourd'hui pour nos établissements scolaires, tous niveaux confondus.

Face à cette situation, nous osons espérer que vous pourrez prêter une attention particulière à la situation sanitaire du milieu scolaire et à son amélioration, en regardant aussi ce que les pays voisins font, comme par exemple la Belgique qui a instauré la fermeture des écoles dans la prolongation des vacances scolaires, pour organiser un cadre plus sécurisé, ou l'Italie qui est déjà passée en distanciel pour lycées et collèges, alors que la distanciation s'applique déjà en primaire.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en considération notre requête ainsi que de nous faire parvenir votre retour. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération

Groupe « Ecole et Familles Oubliées »

Groupe de parents,
enseignants et personnels scolaires
tous mobilisés avec leurs familles

**POUR UNE
ÉCOLE EN SÉCURITÉ
AU TEMPS DU COVID-19**



 facebook.com/EcoleFamillesOubliees

 [@Ecole_Oubliee](https://twitter.com/Ecole_Oubliee)

 ecole.oubliee2020@gmail.com